
La zone grise des guerres humanitaires

Mariella Pandolfi *Université de Montréal*

Résumé : Une progressive naturalisation et standardisation se profile au sein des «zones grises» de l'interventionnisme contemporain. En effet, la présence civile et militaire de la communauté internationale au sein des territoires de l'action humanitaire connote une importante imbrication militaro-humanitaire. Il devient alors impératif de construire une ethnographie critique de ce type d'intervention permettant de rendre compte de l'émergence d'un pouvoir qui évacue toutes formes de résistance locales. En prenant comme exemple le rôle joué par la communauté internationale déterritorialisée et homogène dans les Balkans post-communistes, plus spécifiquement au Kosovo et en Albanie, il s'agira ici d'affirmer la légitimité d'un tel objet pour la recherche anthropologique contemporaine. Ce qui nous permettra ainsi de revisiter le lien entre les sphères politiques et humanitaires.

Mots-clés : action humanitaire, Kosovo, Albanie

Abstract: A progressive naturalization and standardization lies at the heart of the "gray zones" of contemporary interventionism. Indeed, the presence of the international community's civil and military forces in humanitarian intervention connotes an important interweaving of these two arenas. In this context, critical ethnography becomes an essential tool for uncovering how the emergence of a new power obscures the possibility for all forms of local resistance. This work focusses on the international humanitarian community's work in the post-communist Balkans, specifically Kosovo and Albania, and demonstrates that this community, marked by homogeneity and deterritorialization, is a strategic subject of contemporary anthropological research. This approach permits us to revisit the relationship between political and humanitarian spheres.

Keywords: humanitarian intervention, Kosovo, Albania

Prologue

L'historien Tacite avance dans un aphorisme inquiétant que l'être humain crée le désert qu'il nomme ensuite «paix». Notre monde contemporain est particulièrement susceptible de produire et d'édifier des déserts sur des paix instables, sur des conflits opposant groupes ethniques et communautés religieuses, et dans lesquels sont impliqués un nombre toujours plus grand de civils déplacés, réfugiés ou expulsés, parfois même torturés ou tués, parce qu'ils ont été identifiés comme appartenant au «mauvais» groupe. Avec les conflits «ethniques», les génocides et la multitude de réfugiés qualifiée de «nouvelle catastrophe humanitaire» dans le langage bureaucratique des organismes internationaux, gestionnaires de la souffrance vécue à distance ou en direct à travers les médias (Boltanski 1997), apparaît un autre aspect peut-être plus inquiétant encore du monde contemporain : celui de la guerre humanitaire, de la guerre juste et même de l'intervention militaro-humanitaire.

L'expérience souvent traumatique et paradoxale de l'intervention politico-militaro-humanitaire, la contradiction entre l'événement dramatique et l'événement médiatisé, les panoplies standardisées d'interventions stratégiques que l'on exporte d'un bout à l'autre de la planète et qui annulent les spécificités locales et culturelles, la prolifération des rapports confidentiels servant aux stratégies de contrôle et de compétition entre les différents organismes internationaux et les ONG, tels sont les motifs qui composent la toile de fond de cet article qui entend se détacher des logiques de la compassion et de la «souffrance à distance», pour mieux éclairer les zones grises de l'intervention humanitaire.

L'expérience de l'anthropologue œuvrant sur un terrain aussi médiatisé s'avère toujours très difficile, mais son expertise se révèle particulièrement précieuse pour remettre en question les logiques de l'urgence et celle de la «catastrophe humanitaire», car l'humanitaire parasite souvent les institutions internationales et s'acquine à

certaines segments des élites locales, fragilisant du même coup la société qu'il prétend aider à se reconstruire. Il s'agit de comprendre le rôle «politique» assumé par l'humanitaire sur des territoires fragiles, poreux, aux logiques occidentales, et de faire la lumière sur le fusionnement de son action dans la raison d'État occidentale suivant des processus que dissimulent aussi bien les diverses formes de générosité qu'il met en œuvre que sa capacité à se penser et à s'affirmer comme acteur indépendant. Cependant, nombreuses sont les voix qui s'élèvent aujourd'hui afin de distinguer différents types d'actions humanitaires : depuis celles qui confondent intervention armée et humanitaire et opacifient ce type d'action jusqu'à celles qui engagent un réexamen critique de la stratégie de l'intervention humanitaire et qui se veulent «apolitique»¹ au point d'évaluer les risques que la formule du droit d'ingérence contient.

Il s'agit ainsi d'examiner les dispositifs, longtemps considérés comme apolitiques, que les diverses agences des Nations Unies, le Fonds Monétaire International, le Conseil de l'Europe, la Banque mondiale, l'OSCE et les ONG adoptent pour maintenir un contrôle stratégique sur les institutions locales². Autrement dit, le but de cet article est de jeter les bases d'une ethnographie critique de l'intervention humanitaire en évaluant la pertinence d'un discours général sur l'humanitaire d'après l'étude d'un cas particulier : le Kosovo et l'Albanie post-communistes comme territoires d'intervention militaro-humanitaire sous la pression d'une idéologie de la fin de la Guerre froide, de la chute des régimes communistes et de leur possible adhésion à l'Europe élargie. L'entreprise est malaisée pour l'anthropologue qui se trouve de fait devant un dispositif qui opère tel un «oxymore anthropologique». En effet, le dispositif de l'action humanitaire pour être saisi dans sa stratégie d'action «envahissante» doit être appréhendé dans sa dimension universalisante, ce qui de fait peut apparaître comme une lecture «essentialiste» faisant de l'humanitaire un phénomène homogène et identique quels qu'en soient les acteurs, les contextes, les types interventions. Il s'agirait donc, en dernière analyse, d'un humanitaire sans sujet qui serait en réalité la mise en pratique, dans des contextes spécifiques, d'une seule et même logique exportable sur tous les terrains d'intervention. Or, suivant mon hypothèse, même s'il existe effectivement des micro-interventions et des modalités d'action humanitaire différenciées, celles-ci sont ensuite englobées, recyclées et profondément transformées par le même dispositif. Les procédures et les stratégies bureaucratiques configurent en effet l'action humanitaire comme ontologiquement légitimée en termes éthico-politiques. Par ailleurs, bien que cette logique s'im-

pose par des discours universalisants sur l'aide aux victimes, sur la démocratisation de l'État par la pédagogie électorale entendue comme un choix autonome d'auto-gouvernement, l'action humanitaire s'insère toujours dans une réalité locale bien précise. Je dirais alors que le risque méthodologique est d'opérer à un seul niveau en excluant l'autre, et en renonçant à ce qui m'apparaît comme central : la transversalité du phénomène. La logique du dispositif humanitaire prétend apporter des réponses dans des contextes spécifiques, mais se déploie en utilisant des procédures standardisées et suivant un modèle unique qui correspond à une unique idéologie (secours aux victimes, défense des droits humains, imposition et maintien de la paix, etc.).

L'«oxymore anthropologique» crée également de la confusion entre les genres du militaire et de l'humanitaire. Organismes internationaux, agences onusiennes, dirigeants politiques et centres d'études stratégiques renforcent souvent leur propre légitimité en utilisant toujours plus la catégorie de «guerre» ou d'«intervention humanitaire» pour appuyer l'action des humanitaires ou la présence militaire de *peacemaking* et *peacekeeping*. Il y a une zone croissante de confusion non seulement dans l'usage rhétorique de ces catégories, mais également dans la mise en œuvre de celles-ci dans des domaines spécifiques. Relevons de ce point de vue le rapport produit par la commission internationale indépendante au Kosovo (2000) publié par Oxford University Press sous le titre : *The Kosovo Report : Conflict, International Response, Lessons Learned*. Ce rapport montre comment le cas du Kosovo est devenu en terme juridico-politique un cas emblématique pour comprendre les procédures légitimes et illégitimes qui se dissimulent derrière le devoir d'ingérence. Depuis la guerre du Kosovo, il apparaît ainsi de plus en plus évident qu'un grand récit s'est esquissé, puis renforcé dans ce que nous pourrions définir comme la cosmopolis politico-éthico-médiatique : la nécessité d'intervenir sur les plans humanitaire et militaire entendue non plus seulement pour secourir, mais pour prévenir et imposer, selon une logique militarisée, les droits humains.

Le Kosovo : la première guerre humanitaire

Si, au début des années 1990, la dissolution de la confédération yougoslave a entraîné toute une série de guerres et massacres interethniques, la guerre au Kosovo de mars 1999 peut en revanche être considérée comme la première guerre qui se soit déroulée sur la nouvelle scène mondiale³. Danilo Zolo, un philosophe du droit, attentif aux changements géopolitiques à partir de la chute du mur de Berlin jusqu'à aujourd'hui, rappelle que l'intervention de

l'OTAN au Kosovo peut être considérée comme une guerre innovatrice puisqu'« il s'agit d'une guerre post-nationale caractérisée par un mélange inédit d'éthique et de politique mondiale, de générosité humanitaire et de logique impérialiste » (notre adaptation, Zolo 2000 : 71-72)⁴.

Le livre de Danilo Zolo sur la guerre du Kosovo est intitulé « Qui parle d'humanité » en référence à la phrase du philosophe Proudhon : « Qui parle d'humanité essaie de te tromper ». Il affirme dans cet ouvrage : « Qualifier la guerre d'intervention d'humanitaire est une manière typique de légitimer la guerre chez celui qui la fait. Ce mode de qualification fait partie de la guerre elle-même : c'est à proprement parler un instrument de stratégie militaire qui permet de remporter la victoire sur l'ennemi » (notre adaptation, Zolo 2000 : 43). Concernant la doctrine de l'intervention militaire et humanitaire, la guerre du Kosovo et l'intervention de l'OTAN représentent un moment crucial dans l'affermissement de la zone grise entre légalité et légitimité. Choisir d'intervenir militairement sous les auspices de l'OTAN laisse supposer que cette campagne fut illégale bien que légitime⁵.

Le rapport de la commission indépendante sur le Kosovo à laquelle prirent part des pays comme la Suède, l'Afrique du Sud, le Canada et la France, cherche à répondre à plusieurs questions brûlantes qui touchent toujours le problème juridique de la légitimité de l'intervention et de ses limites, du rapport entre sécurité et droits humains et de leurs limites, entre crises domestiques et stratégies internationales de sécurité et maintien de la paix; bref, la très problématique ligne de démarcation entre ce qui est légal et ce qui est légitime. Mais, pendant que se fait jour la nécessité d'une doctrine émergente de l'intervention humanitaire, ainsi que celle d'une réforme sans équivoque du rôle et de la responsabilité des Nations Unies et des autres acteurs de la communauté internationale, en réalité, c'est la boîte de Pandore de la constellation de l'action humanitaire qui s'est ouverte cette dernière décennie. Cette nébuleuse éthico-politico-juridique a étendu de manière exponentielle ses effets contradictoires sur tous les territoires de l'action humanitaire où les militaires sont présents : du centre à la périphérie, du sommet à la base, des institutions transnationales aux institutions locales, des sièges de New York, Genève ou Bruxelles à leurs antennes sur les territoires de l'action militaro-humanitaire. La zone grise entre légalité et légitimité a tout d'abord été perçue par les acteurs humanitaires eux-mêmes qui à l'intérieur de leurs organismes ont multiplié les débats sur les limites et les risques que suppose le mélange des genres (Zolo 1998).

Ainsi, bâtir un article en partant de deux citations, l'une de Tacite, l'autre de Proudhon n'est pas un choix rhé-

torique. Il ne s'agit pas non plus d'une interprétation essentialiste de l'humanitaire, mais d'une attitude critique et d'une invitation à la prudence à partir du moment où le droit/devoir d'ingérence sont invoqués et où s'ébauche une justification hâtive de l'intervention militaire comme moyen le plus performant pour exporter les droits de l'homme et la démocratie. Il s'agit encore moins d'une position pacifiste ou préromantique⁶, car ces deux citations ne font que souligner au mieux les paradoxes du monde moderne et mettre en lumière les contradictions qui émergent de concepts tels que « mission de paix », « droit/devoir d'ingérence », « nouvel humanitarisme ». La nécessité de rendre tout homogène dans son aspect tragique et, dans un certain sens, la nécessité de simplifier et de rendre les histoires que nous voyons ou que nous lisons, moralement et psychologiquement acceptables, finissent par édulcorer l'horreur du monde (Rieff 2004 [2002]). La position ambiguë entre universalité des droits et universalité des interventions armées pour la protection de ces mêmes droits présente un risque qui affecte aussi bien la lecture médiatique que le travail des chercheurs qui œuvrent sur la scène du monde contemporain. Nous sommes donc aujourd'hui confrontés à une nouvelle menace, à une sorte de « fondamentalisme humanitaire » (Zolo 2003).

Pour une anthropologie de l'humanitaire

Les voix critiques qui se sont élevées ces dernières années pour dénoncer non seulement les horreurs des conflits interethniques et des génocides, mais aussi les risques de dérive qui peuvent se cacher derrière l'urgence et la nécessité de l'action humanitaire-militarisée (Brauman et Mesnard 2000; Chomsky [1999] 2000; Clark 1995; de Geoffroy 2000; Rufin 1999a, 1999b) nous indiquent que la prudence ou la prise de distance par rapport à ce que j'ai défini comme « le syndrome de devoir faire quelque chose » sont désormais à l'ordre du jour (Murdock 2003; Pandolfi 2002). David Rieff (2004 [2002]), dans son livre *L'humanitaire en crise*, écrit :

C'est probablement au Kosovo, au printemps 1999, que l'on perdit la bataille pour un humanitaire indépendant. L'expérience bosniaque avait été suffisamment destructrice. En Bosnie, les grandes puissances ont refusé d'intervenir car, prétendaient-elles, cela aurait mis en péril l'aide humanitaire. Au Kosovo, les efforts humanitaires furent déployés dans le but opposé [...] L'instrumentalisation politique de l'humanitaire était pratiquement accomplie. (2004 : 179)

Aussi bien Brauman que Rufin, tous deux protagonistes pendant de nombreuses années en tant que responsables

chez MSF⁷, ont ces dix dernières années réalisé une auto-critique attentive et pragmatique en considérant qu'une réforme globale de l'action humanitaire est nécessaire pour sauvegarder l'humanitaire indépendant. Tous les deux regardent ce glissement entre devoir d'agir et droit d'ingérence comme le risque majeur de légitimation progressive du mélange humanitaire-militarisé. Rufin voit une confusion progressive dans le secteur humanitaire qui apprend et s'habitue à opérer aux côtés des militaires, une confusion progressive également entre les secteurs militaires combattants et les secteurs militaires humanitaires, entre le droit d'ingérence promulgué par les États et l'action militaire. Opérer dans une zone grise a des effets qui peuvent être appréhendés à travers les nombreux résultats artificieux obtenus, les divers protectorats humanitaires qui ont proliféré ces dernières années, et qui apparaissent comme des situations transitoires permanentes qui exigent une présence militaire continue comme par exemple le cas bosniaque presque dix ans après les accords de Dayton.

Quel rôle pour l'anthropologue?

Le rôle de l'anthropologue et la légitimité de son travail sur les territoires de la guerre et de l'ingérence humanitaire ou militaro-humanitaire suscitent de nombreuses questions. Il court sans doute le risque d'opérer sur une échelle macrosociologique, celle de l'histoire mondiale, un domaine dans lequel cette discipline n'a pas encore défini sa propre dimension méthodologique. L'expérience de terrain dans les Balkans post-communistes et en particulier en Albanie et au Kosovo – l'Albanie de l'anarchie et le Kosovo de la guerre et de la «libération» – impose la nécessité d'une réflexion plus ample et plus générale : une position de neutralité à l'égard des territoires des guerres et des interventions militaires-humanitaires n'est plus soutenable; il n'est plus possible de cultiver l'utopie consolatrice de l'expert en développement. La thèse que je veux développer est la suivante : depuis dix ans, on assiste à une augmentation exponentielle et a-critique de ce que je définis comme une «zone grise» entre l'intervention humanitaire, l'humanitaire-militarisée et la guerre humanitaire; et donc à une sorte de mélange de genres entre le politique, le civil et le militaire.

Autrement dit, nous sommes confrontés à une ambiguïté qui sape l'intervention «humanitaire» (Prendergast 1997). La première conséquence est un déplacement hybride du lieu du politique (Appadurai 1996a, 1996b; Pandolfi et Abélès 2002) «construit localement» vers une communauté internationale mouvante, constituée d'experts civils et militaires, qui agit comme un troisième acteur social avec l'utopie apolitique et universalisante

de construire la paix, de la maintenir et de porter secours aux victimes. La seconde conséquence est que cette procédure se faisant du haut vers le bas (Top/Down), en se plaçant dans un espace qui n'est ni local, ni national, alimente un discours standardisé et universel, qui élimine progressivement les spécificités historiques, culturelles et identitaires. La troisième conséquence est une marginalisation progressive de la réflexion anthropologique en faveur de schémas préétablis, essentiellement produit par les politologues et les juristes du droit international, en ce qui concerne les violations des droits de l'homme, l'exportation des institutions démocratiques, la construction d'une société civile. La quatrième conséquence est celle que j'appelle la tendance à une attitude consolatrice dans le champ d'une anthropologie de l'humanitaire.

Étant donné que l'objet de notre étude est traversé par des discours et des pratiques universalisantes qui correspondent à des stratégies de pouvoir bien précises (Foucault 1994), il serait dommageable de faire du terrain anthropologique une enclave protégée où l'étude d'une situation locale spécifique est privilégiée. Cette attitude comporte en effet plusieurs risques : le premier serait de produire une histoire téléologique de l'action humanitaire plutôt qu'une théorie du dispositif qui ordonne les mises en pratiques multiformes de l'humanitaire; le second serait de privilégier une analyse des formes d'autonomie locale (ONG locales, projet réalisés en autonomie, émergence de formes particulières de résistance, etc.) en laissant dans l'ombre la dépendance de celles-ci par rapport aux stratégies générales onusiennes, à celles des États et à celles de l'Union européenne; à l'inverse, en privilégiant une lecture systémique, le troisième risque serait d'opérer une homogénéisation progressive et inexorable de toute spécificité locale, n'importe quelle pratique de résistance ou d'autonomie deviendrait alors suspecte et de mauvais aloi puisqu'elle ne correspondrait pas aux procédures prévues par les actions de maintien de la paix; le quatrième et dernier serait de perdre de vue le caractère transversal de la temporalité de l'action militaro-humanitaire qui procède exclusivement selon la logique de l'urgence et de la vitesse (Laidi 1998) en conservant seulement un modèle géographique, spatial et d'aire culturelle.

Les Balkans post-communistes

L'expérience de terrain en Albanie et au Kosovo a été des plus significatives pour identifier la progression de cette «zone grise» de l'intervention humanitaire, ce mélange entre le militaire et l'humanitaire. Entre 1996 et 2004, j'ai vu se dessiner sur le même terrain de recherche deux scénarios contradictoires et opposés. De 1996 à 1999, ce sont les tensions internes qui dominent sur ces deux terri-

toires; elles apparaissent fortement corrélées au contexte historique et à la situation politique qui s'est créé dans chacun des deux territoires après la seconde guerre mondiale. Au contraire, de 1999 à aujourd'hui, la spécificité «locale» devient la toile de fond d'opérations géopolitiques plus complexes : les acteurs sociaux (à l'exception de l'élite choisie et légitimée par les instances internationales) deviennent «autres» et dans la pratique, l'espace de négociation concernant les formes d'autonomie dans le processus de démocratisation de la société locale reste au niveau des rhétoriques officielles et des protocoles internationaux qui donnent accès aux différentes formes d'aides économiques. Cela peut apparaître paradoxal en un certain sens. En effet, après des décennies de domination communiste, la présence civile et militaire de la communauté internationale semble légitime sur ces territoires où il faut implanter les institutions démocratiques de la société contemporaine, mais en réalité, les discours et les procédures mises en œuvre ont un effet pervers de stagnation dans presque tous les secteurs de la société locale qui, paradoxalement, renforce la configuration sociale qui existait sous le communisme.

Évidemment, il existe des différences entre l'élite du passé et celle d'aujourd'hui qui se présente comme une élite locale cultivée et cosmopolite : cette dernière est certainement plus autonome que celle du passé dans les rapports qu'elle entretient avec les groupes sociaux locaux, mais elle ne l'est pas par rapport à la communauté internationale. Ainsi, mon enquête de terrain, tout en étant inscrite dans des limites spatiales et culturelles précises puisqu'il est question de l'État souverain albanais et du territoire du Kosovo d'abord sous l'autorité de l'ancienne confédération yougoslave puis sous protectorat de l'ONU en attendant une nouvelle configuration politique⁸, s'est focalisée par choix méthodologique sur l'ensemble des pratiques mises en œuvre par cette communauté civile et militaire qui, suivant des procédures hégémoniques, légitime sa présence selon le schéma de l'«*Empire lite*» pour paraphraser Ignatieff (2003).

Cette partie des Balkans post-communistes a eu pendant ces cinquante dernières années un parcours parallèle, mais profondément différent. J'ai donc décidé d'ébaucher en quelques traits le profil complexe et multiforme de cette région pour qu'apparaisse ensuite plus clairement le rôle homogénéisant joué par la communauté internationale. Le Kosovo de la confédération yougoslave, conquis et réalisée par Tito, a acquis une autonomie croissante et connu une certaine prospérité économique, n'ayant en commun avec le nord de l'Albanie outre la langue, que quelques interprétations du droit coutumier et parfois une conflictualité religieuse latente contre les chrétiens

orthodoxes, qui s'exprimait toutefois de manière ambivalente dans un territoire fortement laïcisé par le communisme. L'Albanie, en revanche, a vécu dans un isolement presque total, avec un régime communiste qui a progressivement coupé les ponts avec la Yougoslavie, la Russie et pour finir la Chine, devenant ainsi le pays le plus pauvre et le plus fermé d'Europe. Au moment de l'ouverture des frontières au début des années 1990 se produit dans les deux territoires une accélération des événements. Ils deviennent le théâtre de violences contradictoires : d'un côté, tensions, conflits, urbanisation massive et en même temps, fuite vers l'Italie de la part des Albanais; de l'autre, perte de l'autonomie, marginalisation et résistance, début d'un nettoyage ethnique qui prend différentes formes, système parallèle d'éducation et émigration des Kosovars albanophones vers la Suisse, l'Allemagne ou d'autres pays européens.

Tandis que les événements du début des années 1990 semblent être placés sous le signe d'une continuité avec l'histoire récente et plus ancienne, ceux de la fin des années 1990 font émerger dans ces territoires un nouveau scénario géopolitique. Le Kosovo, qui, à partir de la mort de Tito a connu une érosion progressive des autonomies des Kosovars albanophones, devient le Kosovo du nettoyage ethnique, de la première guerre humanitaire, des camps de réfugiés en Albanie, du rapatriement volontaire ou forcé à la fin du conflit de tous ceux qui avaient été accueillis dans des territoires d'asile provisoire, des fils de fer barbelés et de la mission des Nations Unies et peu à peu, en vient à ressembler à d'autres territoires qui ont connu des interventions armées et humanitaires. Paradoxalement, la cartographie militaire-humanitaire à partir de la guerre dite humanitaire de 1999 éloigne progressivement le Kosovo de ses racines historico-culturelles et le rend toujours plus semblable à l'Afghanistan, au Timor-Est, à l'Irak. En effet, même si chaque «catastrophe humanitaire», suivant une guerre ou produite par des conflits ethniques, se configure selon un scénario différent, les procédures massives d'intervention internationale de *peacemaking* et de *peacekeeping* tendent à construire des logiques qui uniformisent tous les territoires sous contrôle des missions de paix.

Au cours de ces cinq dernières années, on est passé au Kosovo de la dénonciation de massacres interethniques à l'intervention de l'OTAN, à l'exode massif en Albanie de 500 000 Kosovars albanophones, de 300 000 autres personnes ayant trouvé refuge dans d'autres États occidentaux ou en Grèce et en Macédoine durant le conflit, à la guerre humanitaire de l'OTAN, au retour des réfugiés dans leur patrie, à la mission militaire et civile des Nations Unies, à une présence massive d'organismes internatio-

naux, d'ONG, de militaires, de police, de services secrets, à un progressif retour à la «normalité» caractérisé par un «protectorat international», et par des élections pour des parlements «territoriaux»⁹ sans aucune véritable autonomie.

Ces territoires ont d'abord été décrits comme les territoires de la tyrannie communiste, des violations des droits de l'homme, de l'anarchie et de la violence ethnique, du vide institutionnel et de la fragilité démocratique puis, dans un second temps, une fois instaurée la présence militaire et civile internationale, ces mêmes procédures discursives ont proclamé la «libération» de ces territoires, le rétablissement des droits de l'homme, le retour aux libertés individuelles et collectives fondamentales, à l'économie de marché, au développement démocratique et la naissance progressive d'une société civile.

Les Balkans : une cartographie essentialiste dans la longue durée

Ces territoires, considérés comme faisant partie des Balkans, même si cette catégorie géographique est apparemment neutre, sont en réalité, comme le suggère Maria Todorova (1997)¹⁰, pensés et décrits comme le lieu des contradictions nées au cœur de l'Europe. Il existe de nombreuses images des Balkans, qui sont souvent représentés de manière paradoxale : d'un côté, les Balkans sont considérés comme une seule et unique région relativement homogène de l'Europe du sud-est (il suffit de penser par exemple au pacte de stabilité qui a été formulé en juillet 1999 à Sarajevo tout de suite après la fin du conflit au Kosovo); de l'autre, ils sont identifiés comme le lieu de la fragmentation, de la division, de la violence endémique. Ou encore, dans une phase plus récente de l'Histoire européenne, ils sont considérés comme différentes régions appliquant la règle du niveau d'intégration à l'Europe, et donc comme des États membres, États en attente d'intégration et États en attente d'un possible élargissement.

Rappeler toutes les représentations que les Balkans suscitent dans l'imaginaire pourrait sembler contradictoire avec l'hypothèse que j'ai formulée précédemment, à savoir la tendance de la communauté internationale (militaire/humanitaire/diplomatique) à produire des procédures standardisées et «universelles». En réalité, dans les territoires de l'intervention, si d'un côté les procédures et les enjeux s'universalisent, comme le montre bien le protocole d'entente du pacte de stabilité des Balkans¹¹, d'un autre côté le fait que l'on agisse sur les sociétés locales dans l'urgence de l'intervention armée, du *peacekeeping*, des accords de paix et enfin, de la redistribution du pouvoir (*powersharing*)¹² selon des modèles déjà préétablis, renforce la tendance à réactiver des stéréotypes sédi-

mentés. Cela signifie que, aussi bien au niveau local qu'au niveau international, la présence internationale alimente et fait circuler deux discours que nous pourrions définir également standardisés : celui qui reproduit les stéréotypes sur les Balkans, et celui qui rend le Kosovo, la Bosnie¹³ identiques à tous les territoires dans lesquels il existe des situations qui exigent présence humanitaire civile et militaire et maintien de la paix.

Autrement dit, deux niveaux de standardisation s'interpénètrent : dans le public, le modèle universalisant, dans le privé, la récupération et l'usage constant du stéréotype comme stratégie de jugement de la société locale. Tous deux contribuent à bloquer une transition autonome et à créer un phénomène paradoxal de «stagnation identitaire et démocratique» que j'ai qualifié de «transition permanente». Un exemple concret peut être celui de la présence militaire italienne en Albanie. Entre 1992 et 2000, la présence militaire en Albanie a été très forte. La force multinationale AFOR (25 pays impliqués) et celle qui est désignée sous le nom de *NATO's humanitarian mission to Albania* ont été opérationnelles dès le début de la guerre au Kosovo (OTAN 2003a, 2004). Mais avant et après le conflit, c'est essentiellement le contingent italien qui a été présent sur l'ensemble du territoire, effectuant toutes sortes de tâches. De nombreux militaires, carabinieri¹⁴, policiers et, en nombre indéterminé, l'«intelligence», ont participé aux deux missions «Aube» et «Pélican» en tant que missions de paix. Ils étaient d'une part chargés de l'instruction militaire, de l'autre des missions de *peacemaking* et de *peacekeeping*. Redoutant une invasion des Albanais en Italie, le gouvernement italien a réussi à créer, malgré une stratégie confuse, un «cordon sanitaire», non seulement sur les côtes italiennes mais aussi le long du littoral albanais pour exercer un contrôle sur le lieu de provenance même et éviter ainsi «l'invasion» des côtes italiennes. En outre, la plupart des Albanais parlaient italien, du moins dans les premières années de la transition, parce que, durant les années de régime, ils avaient réussi à construire un petit transmetteur qu'ils mettaient secrètement dans leurs postes de télévision. L'italien était donc devenu la langue franche, la langue du rêve occidental, et les programmes de télévision qui arrivaient jusqu'à eux contribuaient à cimenter cette «communauté imaginée». Mais l'attitude des militaires qui opéraient sur le territoire avait souvent toutes les caractéristiques d'un «colonialisme compatissant», accentué précisément du fait de pouvoir communiquer directement, sans interprètes. Cette forme de «tutelle charitable», basée sur des pratiques qui tendent à renforcer parfois le clientélisme, la corruption, sur les favoritismes quotidiens de la part des militaires eux-mêmes, alimentait

par ailleurs toute une série de discours sur la société albanaise qui tendaient à dénoncer le clientélisme et la corruption comme des plaies endémiques de ce monde souvent qualifié de «barbare».

Ce clivage apparent entre le discours public de la pitié, de l'aide, et le discours privé qui construit une altérité bloquée et permanente, relative à l'ensemble de la société des territoires occupés, fait partie en réalité des procédures de domination. En effet, le style bureaucratique des rapports militaires, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire ou de l'USAID illustre très bien comment la production circulaire de stéréotypes prend peu à peu la forme d'un jugement indiscutable sur un tel état de choses. Dans la production incessante d'*«annual reports»*, l'élégance de la mise en pages et du style ne réussit pas à cacher la banalisation et la répétition de catégories qui tentent d'occulter des phénomènes et des événements extrêmement complexes (Pandolfi 2002). À ceci vient s'ajouter l'attitude «confuse» que chaque acteur ou figure sociale occupe sur l'échiquier de la scène locale. Les militaires font figure d'armées de la paix et de l'aide humanitaire. Les organismes multilatéraux recouvrent tour à tour différents rôles : institutionnels, gestionnaires, de programmation et de contrôle.

Souveraineté migrante et empire incohérent

Voilà donc que se dessine de manière plus précise ce que j'entends par zone grise : la progressive «naturalisation» du mélange des genres militaire et humanitaire et la perte, dans un laps de temps relativement bref, de toute autonomie identitaire pour les groupes locaux. Mon hypothèse est que toute la production de discours, les pratiques, les styles de vie dans les territoires des missions de guerre et de paix humanitaires sont «investis» par la logique de l'intervention, une «monologique» renforcée précisément par la production discursive des bureaucraties internationales, des sièges diplomatiques ou des organismes multilatéraux civils et militaires (ONU, OSCE, Agences onusiennes et européennes). Une production discursive universalisante présente sur les sites web ainsi que dans les très nombreux *Annual reports*, rapports ad hoc d'experts, de consultants qui circulent à l'occasion de la signature de conventions internationales, participent à des comités dans les principaux sièges des organismes, tels que Vienne, New York, Bruxelles et Washington, ou effectuent de brèves missions sur les territoires de la guerre ou de l'après-guerre.

La circulation de militaires et d'experts civils dans les zones de catastrophe humanitaire ou de prévention a pris un virage particulier au cours des dix dernières années,

d'autant plus qu'il s'agit d'un groupe social capable de se déplacer et d'utiliser toutes les technologies modernes. De nombreux chercheurs ont comparé ce nouvel acteur social qu'est «la communauté internationale» aux missionnaires du passé; d'autres ont plutôt évoqué une ressemblance avec les fonctionnaires et les militaires des empires coloniaux; mais en réalité, dans cette tentative de voir dans l'intervention militaire-humanitaire une continuité avec le passé, on oublie de prendre en considération un nouveau facteur, essentiel, du monde contemporain : l'accélération de la temporalité et la vitesse des technologies modernes. Ces dernières modifient profondément les stratégies de pouvoir de ceux qui interviennent et réduisent sensiblement les stratégies de résistance ou d'autonomie de la société locale. Il y a donc une très grande différence entre un passé militaire ou colonial, et la présence aujourd'hui de la «communauté internationale» civile et militaire sur les territoires des guerres et des catastrophes humanitaires : la technologie, l'expertise créent un réseau d'informations et d'actions qui se font dans une temporalité de l'urgence. Très vite, les effets sont évidents : face aux capacités d'intervention, à l'expertise pour dresser des barbelés, instaurer des camps de réfugiés, répondre à des nécessités urgentes ou mettre en place toutes sortes de contrôles pour la sécurité, il devient progressivement difficile, pour les acteurs et les institutions locales d'élaborer des stratégies alternatives par rapport à celles qui sont proposées : or, toutes ces procédures assurent une standardisation et une universalisation des formes de démocratie, de participation collective, de styles de vie qui sapent l'autonomie et la résistance locale. C'est pourquoi j'ai défini ailleurs la communauté internationale, militaire et civile comme étant «une souveraineté migrante» (Pandolfi 2000b, 2003), et cette définition n'est pas une métaphore : elle désigne un réseau de stratégies, d'actions et de discours qui s'auto-légitiment dans une posture politique ambiguë. C'est une communauté qui doit être observée à la loupe de la méthode anthropologique, mais en opérant un renversement interprétatif par rapport aux chercheurs qui, bien que parlant d'action humanitaire ou d'intervention humanitaire, présentent parfois seulement un historique de la pensée humanitaire d'une part, pour répéter, d'autre part, selon celle que j'ai définie comme attitude consolatrice, une analyse parcellisée et bloquée au niveau local. Autrement dit, considérer la communauté internationale qui intervient dans les zones de crises humanitaires comme un acteur social homogène qui exporte des règles, des stratégies économiques et morales, des styles de vie, peut donner aux anthropologues la légitimité de réfléchir sur elle comme sur tout autre type de communautés auxquelles ils sont d'ordinaire confrontés.

La communauté internationale agit selon des procédures qui sont à la fois flexibles et rigides. La machine bureaucratique des divers organismes internationaux a une mobilité et une flexibilité du point de vue temporel; et une rigidité et une standardisation dans toutes les procédures d'intervention. Autrement dit les procédures discursives liées à la compassion, à la victimisation, à une responsabilité morale parfois ambiguë¹⁵ ont été exportées dans les assemblées des Nations Unies, ou dans les sommets des G8 ou les forums internationaux, créant un effet « placebo » de participation planétaire à la souffrance et en conséquence à une lecture acritique de la démocratie imposée. Comme le rappelle Mann (2003) les effets ne sont pas l'*Empire lite*¹⁶ selon l'expression de Ignatieff (2003), mais un « empire incohérent ». Il se crée ainsi une zone grise, confuse, opaque, qualifiée de nouvel interventionnisme auquel tous pensent participer en adhérant aux projets d'aide à l'égard des victimes. Et cette zone grise se renforce encore à travers des témoignages, des « j'accuse » a posteriori¹⁷, des distinguos de militaires, volontaires, experts repentis qui découvrent soudain que dans l'humanitaire peuvent aussi se cacher des stratégies et des réponses opportunistes¹⁸.

La diplomatie parallèle

Le rôle de diplomatie parallèle, pris par les différents acteurs de l'intervention militaire et humanitaire, apparaît progressivement à partir de la fin des années soixante, quand commence à se développer et à prendre forme de manière autonome ce que le politologue Badie (2002) appelle le nouveau marché de la *pietas*¹⁹. Une transformation radicale qui ne tente plus de limiter les droits des États, mais de se substituer à eux. Sur ces décombres s'installe un jeu subtil qui conduit les États les plus puissants à se faire à leur tour les agents du post-étatisme, pour prêcher l'ingérence quand ils y trouvent leur compte ou quand la pression de l'opinion publique se fait trop forte. Il est clair que dans la pratique, la souveraineté est déjà dépassée, sous les tirs croisés de la mondialisation; mais pour pouvoir passer de la responsabilité à l'obligation morale et donc au projet de faire du bien, et faire en sorte que cela devienne un fait accompli, on a recours à cette même souveraineté de manière purement rhétorique. Vouloir faire du bien, c'est la pratique qui légitime aujourd'hui la puissance croissante des « souverainetés migrantes ». Il est vrai qu'après l'intervention en Afghanistan et en Irak, des journalistes, des protagonistes de l'humanitaire et même des généraux en retraite ont commencé peu à peu à s'interroger sur la pertinence éthique et sur les limites « politiques » de l'intervention militaire et humanitaire.

La guerre humanitaire au Kosovo, la guerre juste en Afghanistan, la guerre préventive en Irak ont suscité au cours de ces dernières années les premières réflexions critiques sur la pertinence de ces interventions et sur les résultats effectifs, et non pas rhétoriques que de telles interventions ont sur la société locale. Mais ce n'est que récemment, après une bonne dizaine d'années d'interventions humanitaires-militaires, que s'est fait sentir la nécessité d'approfondir la question. Une réflexion s'est donc imposée parmi les acteurs de l'intervention et dans les médias en ce qui concerne d'une manière générale la pertinence politique 1) de la non-intervention au Rwanda, 2) de l'intervention tardive en Bosnie, et 3) du droit/devoir d'ingérence au Kosovo, en Afghanistan, 4) de la justification de la guerre préventive en Irak, et, plus particulièrement, les limites à fixer aux pratiques des souverainetés migrantes, qui en définitive échappent à tout contrôle éthique et politique, mais surtout qui recourent à une négociation fragmentaire et quasi inexistante à l'égard des communautés locales dans les territoires où elles agissent.

Transition permanente et société civile « glolocale »

Environ dix ans après la guerre en Bosnie et l'ouverture des frontières albanaises, et cinq ans après la guerre humanitaire au Kosovo, la dépendance de ces territoires non seulement en termes économiques et militaires, mais surtout politiques et sociaux semble ne jamais devoir prendre fin. Le risque que s'instaure une « transition permanente » s'accroît dangereusement; c'est en effet un phénomène socio-politique qui caractérise tous ces territoires, même si les résultats sont apparemment différents dans les zones du conflit ou dans celles de la « stabilisation des formes de démocratie ».

Ainsi l'Albanie, qui a certainement réussi à s'affranchir progressivement de la tutelle militaire-humanitaire, en est cependant sortie profondément transformée en particulier dans les rapports entre villes et campagne, entre la capitale, Tirana, et les villes du nord et du sud, ainsi que dans les rapports entre les différents groupes de la société locale. L'intervention militaire et humanitaire en Albanie a été moins médiatisée (à l'exception du scandale financier défini comme « l'écroulement des pyramides » ou durant les trois mois de la guerre au Kosovo) que les autres interventions : en effet il ne s'agissait pas d'une intervention obéissant à la logique de la guerre ou du conflit ethnique, mais d'une intervention plus ambiguë d'aide pour la « transition démocratique ». Elle a servi de banc d'essai, mais elle a cependant profondément influencé les rapports et les stratégies de pouvoir des nouvelles élites, créant en réalité une sorte de société parallèle qui,

invitée par les diplomaties internationales, circule dans tous les réseaux internationaux, participe aux commissions sur les droits de l'homme ou à des conférences des agences onusiennes, fait partie de tous les comités au sein desquels il est nécessaire de démontrer que la «société civile locale» participe aux programmes mis en place par les «souverainetés migrantes», acquérant progressivement une légitimité «médiatique» dont elle peut se servir pour négocier avec les pouvoirs politiques locaux ou pour entrer directement sur la scène politique locale, mais avec le soutien de la communauté internationale²⁰.

Que ce soit dans le Kosovo de l'après-guerre ou dans l'Albanie de la stabilisation démocratique, les procédures de cette société civile locale apparaissent très semblables. D'ailleurs, elle se meut souvent dans les mêmes circuits, même si par le passé ses membres se sont faits les promoteurs de ce qu'Ignatieff (2003) a appelé *empire lite*, tous pensent que les institutions politiques locales sont emprisonnées dans de vieilles logiques de clans ou de bureaucraties communistes et tous considèrent la «tutelle internationale» comme une protection et non pas une domination. Comme le rappelle Zolo dans les années 1980, la notion de société civile, c'est-à-dire «l'espace social et économique dans lequel des acteurs sociaux émergent en opposition au régime établi sur la base d'une référence à des institutions et des valeurs citoyennes modernes», a été «progressivement remplacée par celle de société civile globale, c'est-à-dire la complexe interaction, au niveau international, de mouvements sociaux et d'organisations non gouvernementales qui s'opposent souvent aux institutions publiques établies» (notre adaptation, Zolo 1995 : 154-156; 2004).

En Albanie la société civile globale se constitue à deux niveaux. D'un côté, nous pouvons qualifier de société civile globale la communauté internationale œuvrant dans l'humanitaire qui, comme nous l'avons rappelé précédemment, échappe en apparence aux politiques nationales et prend une configuration «apolitique» et «autonome» sur la scène médiatique. Le second niveau est celui d'une société civile globale créé sur la scène locale, une élite «bouée de sauvetage» entre l'extérieur et l'intérieur, entre les élites locales (politiques, bureaucratiques) qui exercent un contrôle ou agissent sur le territoire et les souverainetés migrantes qui, en dernière analyse, légitiment ou délégitiment, auprès de tous les sièges institutionnels multilatéraux ou médiatiques la stabilisation, les résultats obtenus par ces territoires placés sous «tutelle». Alors que l'élite politique est fortement enracinée dans les zones rurales et urbaines qu'elle contrôle et où elle a ses fiefs politiques, fonctionnant encore sur la base de groupes unis par des liens familiaux souvent renforcés par l'émi-

gration, qui ont des intérêts économiques communs et conservent les mythes du passé, selon un schéma que nous pourrions définir à mi-chemin entre une pratique de lobby à l'américaine et une confiance «féodale» dans un chef qui défendra ses intérêts économiques, territoriaux et sociaux, la nouvelle élite locale, métamorphosée en société civile globale, échappe aux stratégies et aux règles de contrôle d'un territoire où existe encore une logique de clan ou de lobby. Plutôt que d'obéir aux procédures et aux stratégies des politiques officielles, mélange de «*real politik*» et de mythes nationalistes ou régionaux, la société civile globale albanaise préfère agir dans l'indépendance, dans l'autonomie sur la scène locale, en développant d'autres formes de dépendance sur la scène internationale.

Dans les dernières années, certains intellectuels albans ont répondu à l'appel de plusieurs organismes internationaux visant à établir une coopération entre différentes antennes de la société afin de constituer une plate-forme permettant un dialogue permanent sur la démocratie. Après l'effondrement des pyramides financières en 1997, ces organismes ont effectivement cherché des partenaires à l'extérieur du gouvernement; des acteurs locaux considérés plus «fiabls», «ouverts» et moins «corrompus» que les différents organes de l'État albans. En se détournant de ces derniers, les organisations ont financé directement des initiatives non gouvernementales, engendrant la prolifération d'ONG locales et l'émergence d'un groupe assez restreint d'intellectuels ayant pour la plupart travaillé dans des organismes tels que la Fondation Soros (qui, précisons-le, cherche particulièrement à appuyer les intellectuels dans les pays post-communistes).

Ces nouveaux protagonistes de la scène démocratique albanaise ont, pour ce faire, organisé une collaboration entre les centres, les associations et les instituts qu'ils ont créés et qui, malgré des finalités certes différentes, se distinguent de toute une série d'organisations ayant, durant la décennie 1990, pris la forme de bureaux d'offre de services. Le résultat de cette coopération est un *think tank*, noyau dur d'une conception particulière de la communication et de l'information, appelé le Klub (Club) et regroupant une quinzaine de membres se réunissant chaque mardi. (Pandolfi, Lafontaine, Zahar et McFalls 2005 : 22)

Font partie de cette élite des individus ayant une histoire familiale et un parcours politique différents; chacun d'eux a payé un certain prix avec le régime et aujourd'hui ils n'ont pas tous les mêmes positions politiques. Parfois ils sont en proie à de grands conflits intérieurs, mais en dernière analyse, il s'agit d'une élite homogène, cosmopo-

lite, polyglotte, adhérant aux valeurs universelles des droits de l'homme, sophistiquée, et capable de jeter un regard qui englobe à la fois le passé et le futur²¹. La présence de cette élite cosmopolite et polyglotte, ainsi que celle des jeunes *local staff* (Lafontaine 2002; 2003) qui travaillent pour les organismes internationaux, a certainement un effet stabilisateur dans le processus de transition post-communiste; cependant, cette présence ne saurait faire oublier un certain nombre de risques que masque par ailleurs l'exigence «consolatrice» qui nous pousse à ne relever que les initiatives autonomes et les formes de résistance face à la pression politique et économique que font peser les aides externes.

Le premier de ces risques est une progressive «naturalisation» et une incorporation des discours et des pratiques de l'efficacité managériale introduite par la communauté internationale et l'éviction des positions critiques et autonomes qui pourraient remettre en cause les équilibres de légitimation et d'aides qui en permettent la survivance. Le second risque est l'incompréhension croissante, depuis la transition, entre cette élite et les autres groupes sociaux. Cette incompréhension court-circuite en effet les processus d'émancipation et de démocratisation. Paradoxalement, plus l'avancée de ce groupe est importante, plus la reconnaissance internationale dont il bénéficie l'est au point de l'isoler aussi bien des groupes de pouvoir institutionnel locaux que des autres groupes sociaux. Le dispositif qui bloque la transition pour la transformer en transition permanente dépendrait alors, non seulement de la présence de la communauté internationale, mais également de l'impasse dans laquelle se trouve cette société civile globale, incapable de définir son rôle par rapport aux autres groupes sociaux. Les deux éléments sont clairement connectés et interdépendants. Et enfin, troisième risque, on peut observer une progressive «marginalisation» des femmes dans le club de la société civile globale légitimée par la communauté internationale. Paradoxalement, il peut y avoir des femmes dans les institutions locales (dans le gouvernement, le parlement), mais beaucoup moins ou aucune à l'intérieur des organismes internationaux ou dans l'ensemble des circuits de visibilité qui conditionnent les échanges entre l'élite cosmopolite locale et la communauté internationale. Cela apparaît avec évidence à l'occasion des visites officielles dans les pays *donors* ou à l'occasion des conférences internationales organisées dans le milieu de cette élite; quand arrivent les grands médias internationaux ou quand sont publiés les rapports annuels des agences de l'ONU et des autres organismes ou fondations. Trouver une représentation féminine (aussi faible soit-elle) semble toujours plus difficile. En Albanie surtout, les femmes

des milieux urbains considèrent cette évolution avec préoccupation, car la propagande du régime communiste avait soutenu des programmes de scolarisation paritaire. Ce n'est sans doute pas une posture nostalgique par rapport aux années du régime, mais beaucoup d'entre elles ressentent aujourd'hui des difficultés à négocier et à être reconnues comme des présences significatives dans les processus de stabilisation et d'autonomie démocratique de la société albanaise.

Les lieux, les zones

L'impact massif de la communauté internationale sur les styles de vie locale, dans les territoires où elle est présente, se révèle aussi à travers l'utilisation particulière des lieux urbanistiques : zones protégées par des frontières bien visibles – fils de fer barbelés, barrières ou murs érigés au nom de la sécurité et par d'invisibles frontières de la nouvelle sociologie post-intervention. On peut imaginer que des procédures semblables sont projetées, dans diverses parties du monde, pour fermer et protéger les lieux de la «libération», de la «démocratisation», du maintien de la «paix», mais paradoxalement, ce sont ensuite les mêmes immeubles, les mêmes hôtels, les mêmes maisons occupés par les régimes précédents qui sont utilisés. À partir des années 1990, à Tirana en Albanie, c'est dans les gracieuses villas de l'ancien quartier appelé le «Bloc» qui appartenaient aux représentants du régime communiste que les divers organismes internationaux et les agences des Nations Unies ont installé leur siège. Et aujourd'hui encore, les sièges de la Banque mondiale, de la délégation de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe, de la Mission de monitoring de l'Union européenne (European Union Monitoring Mission), de l'Unesco, du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies, de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) se trouvent dans le quartier du Bloc.

Je garde de ma première arrivée à l'aéroport de Tirana, vers la moitié des années 1990, et du trajet de l'aéroport de Rinas jusqu'au centre ville un souvenir peuplé d'images de tenues de combat, d'armes, de blindés, de jeeps militaires. La guerre humanitaire n'était pas encore en cours, mais les tenues de combat avaient déjà fait leur apparition, quelques années avant la guerre au Kosovo. Dans les zones de la présence militaire et de l'intervention humanitaire se constitue peu à peu une sorte d'«esthétique» des «occupants» : dans leur façon de s'habiller, il y a toujours quelque chose qui rappelle, soit par un détail, soit par la couleur, la tenue militaire. Les gilets pare-balles sont endossés non seulement dans des zones de

guerre, mais aussi d'aide humanitaire, et dans les magasins ou dans les *shopping centres* des quartiers généraux militaires, on trouve survêtements, tee-shirts, pantalons, bérets, et toutes sortes de gadgets. À Pristina, à la fin de chaque mission, des volontaires ou des experts civils visitaient en grand nombre les *shopping centres* des forces multinationales et de l'OTAN. Dans la Bagdad blessée d'aujourd'hui également, ce qui est appelé «zone verte» est un lieu qui évoque, outre la guerre et la sécurité, des zones qui font plus penser à des villes des États-Unis qu'à la Mésopotamie. Cela est très bien décrit dans un article de William Langewiesche (2004), «Welcome to the Green Zone : The American Bubble in Baghdad» qui me replonge dans la Tirana telle qu'elle était vers la moitié des années 1990, ou au Kosovo, à Pristina, à la fin de ces mêmes années 1990. Chaque zone grise peut devenir «zone verte», zone protégée et donc occupée et militarisée, dans laquelle s'infiltrent selon la nouvelle hiérarchie sociale les acteurs sociaux locaux : des hommes politiques «nostalgiques» du communisme ou du contrôle clanique du territoire, la nouvelle élite que nous avons identifiée comme société civile globale, les nouveaux politiciens, jeunes et cosmopolites (Pollock, Bhabha, Breckenridge et Chakrabarty 2000) comme le Maire de Tirana.

Souvent les experts, les journalistes ou les hautes hiérarchies militaires des missions internationales construisent leur rhétorique, renforcent leurs stratégies, écrivent et font circuler leurs rapports exclusivement à l'intérieur de ces zones «protégées», reconnues comme zones de la communauté internationale. Les cafés, les hôtels, les lieux de rencontre, dans ces zones où la communauté internationale est présente, dessinent une nouvelle sociologie des rapports de pouvoir. La cartographie des lieux occupés à partir des années 1990 dans le centre de la ville de Tirana illustre de manière emblématique où et comment se construisent les réseaux entre la communauté internationale et la communauté locale. L'atmosphère de ces lieux de rencontre rappelle les films des années quarante, comme Casablanca : lieux plongés dans la pénombre, à l'air chargé de fumée de tabac et d'odeurs fortes, très éloignés du modèle de la rencontre à l'occidentale, rencontre rapide, faite dans un but précis parce qu'un journaliste, un expert, un militaire, un homme d'affaires en quête de nouveaux marchés a un agenda bien rempli; ce sont des lieux «vitrine» où l'on doit passer pour se faire remarquer, pour voir qui il y a, pour comprendre la manière dont oscille la «cote de popularité» de la nouvelle élite auprès des occidentaux.

Pour pouvoir suivre les étapes forcées de la normalisation post-communiste à Tirana, il fallait passer à l'hôtel Dajti, fief des sympathisants de Berisha et symbole d'une

résistance souterraine envers les lieux de prédilection des occidentaux, puis, successivement, se rendre dans les trois hôtels «internationaux» : le Tirana Hotel, le Rogner, le Sheraton, construits à des époques différentes mais véhiculant en réalité le même message. Militaires, journalistes, experts de la communauté européenne ou d'agences onusiennes, d'ONG internationales, religieuses ou laïques, agents secrets, tous ont effectué des séjours plus ou moins longs dans ces hôtels. Le style de ces trois hôtels illustre de manière emblématique les différentes étapes de la transition post-communiste, les différents rapports entre la communauté internationale et l'élite locale. Au Tirana Hotel, les militaires de la mission spéciale italienne avaient occupé tout un étage, qu'ils avaient restructuré selon des normes d'efficacité et de technologie moderne. Mais le Tirana Hotel avait aussi une position idéale que les télévisions du monde entier ont longtemps exploitée : une terrasse qui s'étendait sur la place conservant la mémoire du socialisme réel, de l'occupation italienne et plus récemment des grandes manifestations populaires. En outre, se profilait dans le lointain le minaret de l'ancienne mosquée qui rappelait, lors des reportages télévisés, que l'Albanie est en grande partie un pays de religion musulmane. Un peu plus loin, la statue du héros Skanderbeg, et à gauche, un escalier imposant, en haut duquel trônait autrefois la statue du dictateur et désormais vide, évoquaient les héros invincibles et la chute des dieux. Un décor bâti comme un témoignage, ou comme un lieu purement fictif, idéal pour les brèves séquences en direct, pour raconter les phases du processus de «démocratisation», les risques d'infiltration du terrorisme islamique, la générosité dont avait fait preuve le peuple albanais en accueillant les réfugiés du Kosovo, ou retransmettre les interviews faites aux ministres des pays occidentaux durant la guerre au Kosovo.

Même durant la guerre au Kosovo, la configuration urbanistique de Tirana a continué à produire et à évoquer des images, des séquences de films, en occultant étrangement les images de la souffrance humaine pour laquelle ce théâtre de guerre et d'expertise, de logistique militaire et humanitaire était conçu. Les deux camps de réfugiés aux environs de Tirana, qui dénonçaient l'horreur de la catastrophe humanitaire, semblaient être paradoxalement à la périphérie de l'événement : une fois assurés le ravitaillement, le logement, l'identification des réfugiés selon l'ancien usage qui consiste à écrire un numéro ou un nom sur leur main ou sur leur bras, le théâtre humanitaire se concentrait dans les quartiers généraux des militaires, à l'aéroport où l'espace aérien était interdit aux avions de ligne et qui était plein d'avions et d'hélicoptères militaires utilisés pour le transport des volontaires, experts, mili-

taires, journalistes et hommes politiques, ou bien en ville, précisément dans le triangle des trois hôtels de Tirana. Tandis qu'au Dajti et au Tirana Hotel régnait une atmosphère d'espions, de complots, de marchés et d'échanges en tous genres, le Rogner a représenté pendant des années l'hôtel de la «transition» pour construire, dans une atmosphère plus neutre et plus dégagée des mythes nationaux passés et récents, les nouvelles stratégies et le rapprochement entre la communauté internationale et cette partie de l'élite locale que j'ai qualifiée de société civile globale. Jardins et éclairage, atmosphère de «déjeuner sur l'herbe» sont toujours apparus en net contraste avec les salons majestueux et sombres du Dajti et du Tirana. Il est encore aujourd'hui facile de rencontrer au restaurant ou au bar du Rogner certains membres du *Klub*. Évidemment, leurs instituts et leurs centres ne sont pas très éloignés de l'hôtel, et un tel choix a donc sa raison d'être; mais c'est en raison de cette atmosphère libre de toute revendication de mythes identitaires qu'il reste encore en vogue pour les congrès internationaux, les conférences, les *meetings*. Le Sheraton est devenu un lieu de rencontre beaucoup plus tard, quand les phases d'urgence du processus de démocratisation ou de la guerre au Kosovo étaient déjà dépassées, et il est devenu le lieu de prédilection des hommes politiques modernes, des nouvelles élites économiques; un peu à l'écart du centre, il est moins fréquenté par la communauté internationale qui a caractérisé l'Époque du Tirana et du Rogner.

Épilogue : l'utopie humanitaire ne fait pas exception

Dans cet article, j'ai essayé de bâtir «l'édifice de la Cosmopolis humanitaire» (Milner 2004 : 49), comme le suggère l'article de Milner apparu dans le numéro spécial des *Temps Modernes* consacré justement à l'humanitaire; j'ai également tenté de mettre en évidence tous les éléments qui en ont progressivement sapé et altéré l'utopie. De nombreux éléments ont, au fil des ans, concouru à cette usure, mais dans la crise de l'humanitaire, le point déterminant a été la crise de la doctrine de l'indépendance et de la neutralité : certes, en tant qu'utopie, une telle doctrine reste de tout intérêt, mais dans la pratique un grand nombre de procédures ambiguës ont été utilisées et elles sont aujourd'hui largement remises en discussion.

Confrontée à la présence militaire, la «politique de l'apolitique» a créé une confusion, une vulnérabilité et a par conséquent accru ce que j'ai défini comme étant la zone grise. Aujourd'hui, aussi bien au sein de la Cosmopolis de l'humanitaire qu'à l'extérieur, il est nécessaire de revisiter le lien qui existe ou qui doit exister entre la sphère humanitaire et la sphère politique, autrement dit, les rap-

ports entre les Nations Unies et les ONG, entre les «donors», les acteurs humanitaires et les fonctionnaires internationaux, l'interdépendance entre les ONG internationales et les ONG locales, entre l'intervention militaire et la «neutralité» et l'impartialité humanitaire; en d'autres termes, il est indispensable de reconnaître la dimension politique qui se cache dans chacun des segments qui constituent la Cosmopolis humanitaire. Les Balkans ont été la plaque tournante de cette crise et ont révélé sans aucun doute possible «que la question militaire est redevenue, avec toutes les variantes dont elle est susceptible, une question décisive» (Milner 2004 : 54). C'est pourquoi j'ai voulu mettre en lumière un autre aspect, en lui ôtant une sorte d'ambiguïté méthodologique, à savoir la pertinence de faire de la communauté internationale, déterritorialisée et homogène, un objet légitime de la recherche anthropologique.

L'ethnographie de «l'ambiance humanitaire», retracée dans cet article dans les rues de Pristina et Tirana, est en réalité une ethnographie «mobile» et exportable aujourd'hui ou demain dans d'autres zones entourées de barbelés et émaillées de tenues de combat, quand sont présents des fonctionnaires internationaux et les *local staff*. C'est une ethnographie qui prend comme objet une communauté déterritorialisée confrontée à des spécificités, des segments, des acteurs des réalités locales, ayant comme projet d'étendre partout cette nature «élastique» du concept de l'humanitarisme (Suhrke et Klusmeyer 2004). Une ethnographie qui veut soustraire la réflexion globale sur l'humanitaire à la seule sphère du modèle «rationnel» construit par les politologues. Une ethnographie qui soit capable de faire apparaître les nouvelles tensions qui émergent de ces stratégies de pouvoir et qui, jusqu'à maintenant, semblent avoir mises en échec toutes les formes de résistances locales. L'action de la souveraineté migrante s'insère dans un rapport de force qu'elle-même modèle avec l'appui et l'apport de ce que j'ai défini comme la société civile globale. Une fois que l'on a accepté que les rapports entre les institutions et les citoyens aient été profondément modifiés, il faut alors considérer les nouvelles configurations de pouvoir déterritorialisé qui sont mises en œuvre. De cette manière, uniquement, on pourra faire apparaître un ensemble de réflexions que nous pourrions définir comme une ethnographie critique de la responsabilité, prise dans son acceptation la plus forte, c'est-à-dire sous celle de l'imputabilité.

Mariella Pandolfi, Département d'Anthropologie, Université de Montréal, Pavillon Lionel-Groulx, 3150, rue Jean-Brillant, Montréal, Québec, H3T 1N8, Canada. Courriel : pandolfm@anthro.umontreal.ca

Remerciements

Je voudrais remercier Marie-Claude Haince et Lynda de Matteo pour une attentive et généreuse disponibilité. Les recherches en Albanie et au Kosovo ont été possibles grâce au support du CRSH et du FQRSC.

Notes

- 1 Dans un intéressant article intitulé «Between Principles and Politics: Lessons from Iraq for Humanitarian Action», A. Suhrke et D. Klusmeyer soulignent : «In securing a humanitarian space, it was argued, the aid agencies had to observe conventional humanitarian codes that called for neutrality and impartiality. By the end of decade, however, this view was increasingly challenged. Some academic observers argued that all humanitarian activity had an inherent political element» (2004 : 277). Mais les auteurs de l'article ne sont certainement pas les seuls à adopter une posture critique à l'égard de cette prétendue impartialité et neutralité.
- 2 Et en effet, si nous réexaminons dans cette perspective les années 1970, 1980 et 1990, une réalité se constitue graduellement : aux difficultés que les États nationaux rencontrent dans leur devoir de répondre aux nouveaux défis internationaux se substitue une action progressive des nouveaux acteurs de l'humanitaire : les nouveaux liens de solidarité sociale occupent de plus en plus de place, mais cette place a toutes les nuances du privé, d'une dépolitisation institutionnelle en faveur d'une transformation apolitique de la victime (Agamben 1997, 2002; Fassin 2000; Fassin et Vasquez 2005).
- 3 L'attention médiatique de toute la communauté internationale à l'égard de ce que Luc Boltanski (1997) appelle la «souffrance à distance» a légitimé progressivement le concept d'«intervention»; les technologies et la mise en pratique des différents types d'interventions, et par conséquent la nécessité politique d'une critique ou d'un contrôle, ont été occultées par les images qui ont été diffusées dans le monde entier. Pensons à l'année 1991 et aux Albanais fuyant leur pays isolé pendant 50 ans; des milliers de corps humains entassés sur des bateaux, tentant de traverser l'Adriatique en quête de l'occident (en ce cas l'Italie); pensons aux images de l'année 1999, quand les télévisions du monde entier ont montré les 500 000 Albanais du Kosovo, expulsés ou en fuite, qui cherchaient refuge en Macédoine, en Albanie. Ces images ont provoqué un accord quasi unanime en faveur de l'intervention; et par conséquent un silence qui cautionne les procédures utilisées et une légitimation politique, économique et juridique pour «les experts» militaires et humanitaires.
- 4 Il suffit en effet de consulter le site web de l'OTAN à la section du Manuel de l'OTAN, «Chapitre 5 : Le rôle opérationnel de l'Alliance dans le maintien de la paix» qui parle de rôle de l'OTAN en rapport avec le conflit du Kosovo (<http://www.nato.int/docu/manuel/2001/hb050301f.htm>), pour se rendre compte du double message «guerre et humanitarisme». Dans cette même page, on peut lire : «L'intervention de l'OTAN au Kosovo a mis fin à une catastrophe humanitaire et rétabli la stabilité dans une région stratégique» (OTAN 2003b), et quelques lignes plus loin : «Les forces alliées ont pris part à plus de 38 000 actions durant les 78 jours d'interventions armées; 10 484 de ces actions ont comporté des bombardements aériens, sans qu'aucune perte ne soit enregistrée parmi les forces alliées (notre traduction)».
- 5 «Such conclusion is related to the controversial idea that a "right" of humanitarian intervention is not consistent with the UN charter if conceived as a legal text, but that it may, depending on context, nevertheless, reflect the spirit of the Charter as it relates to the overall protection of people against gross abuse» (Independent International Commission on Kosovo 2000 : 186).
- 6 Le concept de pacifisme apparaît pour la première fois en 1901 (Grossi 1994). Cependant, comme le rappelle Marc Angenot dans son livre *L'antimilitarisme, idéologie et utopie*, le projet de paix universelle remonte à 1713, avec le «Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe» élaboré par l'abbé de Saint-Pierre et plus tard par Kant (1765) dans son écrit «Projet de paix universelle et de formation d'une société des nations».
- 7 Médecins sans frontières.
- 8 La «conditional independence» a été suggérée par la commission indépendante sur le Kosovo.
- 9 L'une des procédures internationales pour le maintien de la paix consiste à créer des parlements nationaux ou territoriaux, mais qui restent sous tutelle des missions des Nations Unies. Au Kosovo par exemple, on a procédé deux fois à des élections depuis la fin de la guerre, mais dans les deux cas, la soi-disant pacification entre les groupes a été vouée à l'échec étant donné l'abstention massive enregistrée dans les enclaves serbes présentes sur le territoire. La nature et le mandat de ces parlements, surtout lorsqu'ils ne correspondent pas à l'identité d'une nation souveraine comme c'est le cas au Kosovo restent ambigus et sont potentiellement des foyers de nouvelles violences. Cette tutelle militaire et civile alimente le phénomène que j'ai qualifié de «transition permanente».
- 10 Si nous considérons les Balkans d'un point de vue géographique, la péninsule au sud-est de l'Europe qui relie cette dernière à l'Asie mineure (Anatolie) comprend : Grèce, Albanie, Macédoine, Roumanie, Serbie, Monténégro, Kosovo et la partie de la Turquie européenne. Certains considèrent également la Croatie comme faisant partie des Balkans. Sur le site web de la BBC, en 2003 les Balkans sont une entité politique (Slovénie, Croatie, Bosnie Herzégovine, Serbie, Monténégro, Macédoine, Albanie).
- 11 Résumé des onze points de la «Déclaration de Sarajevo» adoptée dans la capitale bosniaque par les participants au sommet sur le Pacte de stabilité des Balkans (notre adaptation à partir du site Internet «Pacte de stabilité», <http://www.paixbalkans.org/pacttextes.htm#sommet%20sarajevo>).
1) RÉSOLUTION POUR LA PAIX—Engagement à soutenir les accords de Dayton et le processus de paix au Kosovo. Est réaffirmée la volonté de donner un sens concret au Pacte «en promouvant des réformes politiques et économiques, le développement et le renforcement de la sécurité dans la région». Est réaffirmée la détermination à «surmonter les tragédies qui se sont abattues sur l'Europe du sud-est pendant toute une décennie» et «soutien aux accords de Dayton-Paris et au processus de paix au Kosovo».

- 2) **RÉSOLUTION POUR LA DÉMOCRATIE ET LA COOPÉRATION**—Est réaffirmée la décision de tout mettre en oeuvre pour réaliser la démocratie, le respect des droits de l'homme, le développement économique et social, le renforcement de la sécurité, «pour promouvoir l'intégration du sud-est de l'Europe dans le continent».
- 3) **INTÉGRATION DANS LES STRUCTURES EURO-ATLANTIQUES**—«Les pays de cette région aspirent à l'intégration dans les structures euro-atlantiques» et «croient fermement que le Pacte et son application favoriseront un tel processus».
- 4) **APPEL AUX SERBES POUR LA DÉMOCRATIE**—La population de la république fédérale de la Yougoslavie est appelée à «accueillir favorablement le changement démocratique et à oeuvrer activement pour la réconciliation régionale».
- 5) **PROCESSUS DE STABILISATION**—Plein soutien aux efforts entrepris en faveur de la stabilité et à toutes les initiatives qui permettent à ces efforts d'aboutir à des résultats positifs.
- 6) **COOPÉRATION RÉGIONALE**—La coopération régionale activera les aspirations des pays de la région vers une intégration réciproque dans des structures plus vastes.
- 7) **DÉMOCRATIE ET DROITS**—Engagement à soutenir les efforts de la région vers une démocratie stable, une économie de marché et une société pluraliste et ouverte.
- 8) **DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME**—Le processus du Pacte de stabilité sera axé sur la démocratie et les droits de l'homme, la coopération et la sécurité.
- 9) **RÉFUGIÉS**—Sont réaffirmés le droit de tous les réfugiés et des personnes évacuées de regagner librement et en toute sécurité leurs habitations, ainsi que la détermination «à coopérer pour conserver les diversités multinationales et multiethniques des pays de la région et assurer la protection des minorités».
- 10) **DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION**—Est soulignée l'importance des relations économiques des pays de la région avec l'UE et de leur intégration dans le système mondial du commerce.
- 11) **SÉCURITÉ**—Détermination à agir pour mettre fin aux tensions, réaliser pleinement le contrôle des armes, promouvoir le contrôle civil sur les forces armées et des mesures efficaces contre criminalité organisée et terrorisme.
- 12 Voir l'article de Marie-Joelle Zahar (2003) en bibliographie.
- 13 Le 14 décembre 1995, après trois ans et demi de guerre, 2 millions de réfugiés et 200 000 morts, ont été signés à Paris les accords de Dayton. Ils proclament la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine et d'un État divisé en deux entités : la Fédération croate musulmane (51% et la République des Serbes de Bosnie (49 %). Un haut représentant de la communauté internationale impose des lois, peut renvoyer des fonctionnaires et sanctionner les politiques. Paddy Ashdown occupe ce poste aujourd'hui. Depuis Dayton il est le quatrième. En novembre 2005, 10 ans après Dayton un changement de l'architecture pléthorique des deux entités s'impose. Mais le risque de l'effondrement de la construction de l'État est souligné par un rapport interne et informel du 2 décembre 2004 de l'Office du haut représentant (OHR) (voir à cet effet l'article de Vaulerin 2005).
- 14 Corps spécial militaire italien.
- 15 Michael Ignatieff (2003) souligne que les images télévisées ayant trait aux catastrophes humanitaires et aux guerres contribuent aujourd'hui à briser les frontières de notre espace moral, ces frontières qui par le passé étaient basées sur la citoyenneté, la religion, l'ethnie et en l'absence desquelles nous devons aujourd'hui instituer une nouvelle frontière de responsabilité commune.
- 16 *L'empire lite* est un empire sans conscience impériale qui dispose d'une hégémonie indiscutée et d'un rayon d'action inégale. Il accepte les règles qui l'arrangent et s'excepte de celles qui le dérangent (voir également Hardt et Negri 2000).
- 17 Un exemple de cette participation au témoignage et au «j'accuse» est le fort impact qu'a eu l'expérience, puis le livre du Général Roméo Dallaire, lancé par une vaste campagne médiatisée. Commandant en chef de la Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda et de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda en 1993-94, il vit une expérience qui le marquera profondément. Il reste un an au Rwanda (d'août 1993 à août 1994). Dans le quotidien «La Presse» de Montréal il déclare dans une interview : «Je vis la culpabilité d'un commandant qui a vu sa mission ne pas aboutir à un succès. Je vis aussi avec cette culpabilité vis-à-vis des Rwandais à qui on a donné l'espoir du succès de leur projet de paix et qui, dernièrement, se sont fait massacrer en nous regardant avec des yeux d'incompréhension pendant que nous étions impuissants à faire quelque chose» (Marissal, 2000). Nommé sénateur en mars 2005, il siège au Sénat à titre de membre de Parti libéral du Canada. Il est également conseiller spécial pour l'Agence canadienne de développement international (ACDI) sur les questions liées aux enfants victimes de la guerre. Il a rédigé plusieurs articles sur les droits de la personne, sur la résolution de conflits ainsi que sur l'aide humanitaire. Il est régulièrement invité dans les universités canadiennes et américaines. Son livre sur le génocide rwandais *J'ai serré la main du diable*, (édition originale en anglais *Shake Hands with the Devil: The Failure of Humanity in Rwanda*, 2004 Random House) a remporté en 2004 le prix du gouverneur général à Ottawa et le prix du public du Salon du livre de Montréal.
- 18 Voir la «mission d'enquête» en 2003 par Bernard Kouchner pour le compte du groupe pétrolier Total. Confronter l'article de Erich Inciyan et Jean-Claude Pomonti (Le Monde, 6 janvier 2004).
- 19 La nouvelle industrie de la pietas s'impose dans les années quatre-vingt-dix, mais la profonde transfiguration de l'humanitaire avait commencé bien avant, alimentée par une «profonde modification du statut des victimes et par la délégitimation des États qui en résulte...ultime conséquence d'une gestion fortement privée du nouvel humanisme» (Badie 2002 : 241).
- 20 Un exemple de ce genre de légitimation politique progressive qui se crée dans le circuit international parallèle est Veton Surroi chef d'un nouveau parti lors des dernières élections au Kosovo en d'octobre 2004. Fils d'un ambassadeur dans la Yougoslavie de Tito, Surroi s'est présenté sur la scène internationale comme journaliste, directeur du plus important quotidien au Kosovo Koha Ditore, puis directeur d'une télévision privée financée par les «donors» internationaux et accrédité comme interlocuteur privilégié du

Kosovo dans tous les sièges internationaux. Représentant du Kosovo au sommet de Rambouillet, il jouit d'un crédit illimité dans tous les secteurs internationaux.

- 21 Les membres du Klub s'occupent des thématiques émergentes dans la société contemporaine albanaise, telles que les droits humains, l'économie de marché et l'éthique de l'information, à partir d'approches appartenant à différentes disciplines : les relations internationales, l'économie, les études politiques, le droit et le journalisme.

Références

- Agamben, Giorgio
1997 [1995] *Homo Sacer I. Le pouvoir souverain et la vie nue*. Paris : Seuil.
2002 [1996] *Moyen sans fins. Notes sur la politique*. Paris : Rivages.
- Angenot, Marc
2003 *L'antimilitarisme, idéologie et utopie*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Appadurai, Arjun
1996a *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
1996b *Sovereignty without Territoriality. Notes for a Post-national Geography. Dans The Geography of Identity*. Patricia Yaeger, dir. Pp. 40-58. Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Badie, Bertrand
2002 *La diplomatie des droits de l'homme : entre éthique et volonté de puissance*. Paris : Fayard.
- Boltanski, Luc
1997 *La souffrance à distance : morale humanitaire, médias et politique*. Paris : Métailié.
- Brauman, Rony et Philippe Mesnard
2000 *Champ humanitaire et champ de force*. *Mouvements* 12 : 8-12.
- Chomsky, Noam
2000 [1999] *Le nouvel humanisme militaire : leçons du Kosovo*. Montréal : Éditions Écosociété.
- Clark, Anne Marie
1995 *Non-Governmental Organisations and Their Influence on International Society*. *Journal of International Affairs* 48(2) : 507-525.
- Dallaire, Roméo
2004 *Shake Hands with the Devil. The Failure of Humanity in Rwanda*. Toronto : Random House.
- de Geoffroy, Véronique
2000 *Militaro-humanitaire ou civilo-militaire?* *Mouvements* 12 : 49-54.
- Fassin, Didier
2000 *Entre politiques du vivant et politiques de la vie. Pour une anthropologie de la santé. Les notes de recherche no. 1 du CRESO*. Bobigny : Université Paris 13.
- Fassin, Didier et Paula Vasquez
2005 *Humanitarian Exception as the Rule : The Political Theology of 1999 Tragedia in Venezuela*. *American Ethnologist* 32(3) : 389-405.
- Foucault, Michel
1994 *Dits et Écrits 1954-1988 (Volumes 3 et 4)*. Paris : Gallimard.
- Hardt, Michael et Antonio Negri
2000 *Empire*. Paris : Exils.
- Grossi, Verdiana
1994 *Le pacifisme européen 1889-1914*. Bruxelles : Bruylant.
- Ignatieff, Michael
2003 *Empire Lite : Nation-Building in Bosnia, Kosovo and Afghanistan*. London : Vintage.
- Inciyan, Erich et Jean-Claude Pomonti
2004 *Kouchner, Total et la Birmanie*. *Le Monde*, 6 janvier : 15.
- Independent International Commission on Kosovo
2000 *The Kosovo Report*. Oxford : Oxford University Press.
- Kouchner, Bernard
1991 *Le malheur des autres*. Paris : Odile Jacob.
- Lafontaine, Annie
2002 *Réfugié ou «local staff»? Changement de statut et enjeux de pouvoirs au Kosovo d'après-guerre. Politiques jeux d'espaces*. *Anthropologie et Sociétés* 26(1) : 89-106.
2003 *Le rapatriement des réfugiés albanais au Kosovo (1999-2001) : discours, pratiques et effets sociaux*. Thèse de doctorat, Département d'anthropologie, Université de Montréal.
- Laïdi, Zaki
1998 *L'urgence ou la dévalorisation culturelle de l'avenir. Dans Urgence, souffrance, misère : lutte humanitaire ou politique sociale?* Marc-Henry Soulet, dir. Pp. 43-59. Fribourg : Presses Universitaires Fribourg Suisse.
- Langewiesche, William
2004 *Welcome to the Green Zone : Our Fortified Bubble in Baghdad Is a Microcosm of America and of What Has Gone Wrong in Iraq*. *The Atlantic Monthly*, November, 294(4) : 60-88.
- Mann, Michael
2003 *Incoherent Empire*. London : Verso.
- Marissal, Vincent
2000 *800 000 morts sur la conscience*. La Presse, 15 avril : B7.
- Milner, Jean-Claude
2004 *La roue de l'humanitaire*. *Les Temps Modernes* 627 : 43-56.
- Mouvement de la paix
2003 *Pacte de stabilité*. <http://www.paixbalkans.org/pacttextes.htm#sommet%20sarajevo>, site consulté le 24 septembre 2003.
- Murdock, Donna F.
2003 *That Stubborn "Doing Good?" Question: Ethical/Epistemological Concerns in the Study of NGOs*. *Ethnos* 68(4) : 507-532.
- OTAN
2003a *Operation Allied Harbour (AFOR)*. <http://www.afsouth.nato.int/operations/harbour/default.htm>, site consulté le 9 novembre 2003.
2003b *Chapitre 5 : Le rôle opérationnel de l'Alliance dans le maintien de la paix*. <http://www.nato.int/docu/manuel/2001/hb050301f.htm>, site consulté le 27 février 2003.

- 2004 Official Web Site of the Kosovo Force (KFOR). <http://www.nato.int/kfor/welcome.html>, site consulté le 18 décembre.
- Pandolfi, Mariella
- 2000a Une souveraineté mouvante et supracoloniale. *L'industrie humanitaire dans les Balkans*. *Multitudes* 3 : 97-105.
- 2000b Disappearing Boundaries: Notes on Albania, Kosovo and the Humanitarian Agenda. *Psychosocial Notebook* 1 : 27-40.
- 2002 «Moral Entrepreneurs», souverainetés mouvantes et barbelés : le bio-politique dans les Balkans post-communistes. *Politiques jeux d'espaces*. *Anthropologie et Sociétés* 26(1) : 29-50.
- 2003 Contract of Mutual (In) Difference : Governance and Humanitarian Apparatus in Contemporary Albania and Kosovo. *Indiana Journal of Global Legal Studies* 10(1) : 369-381.
- Pandolfi, Mariella et Marc Abélès
- 2002 Présentation. *Politiques jeux d'espaces*. *Anthropologie et Sociétés* 26(1) : 5-10.
- Pandolfi, Mariella, Annie Lafontaine, Marie-Joëlle Zahar et Laurence McFalls
- 2005 Paradoxes et démocratie de l'information en Albanie contemporaine. *Intellectuals and the Media: East-West Dialogue on Democracy for the Balkans*. *Transitions* 44(2) : 11-30.
- Pollock, Sheldon, Homi K. Bhabha, Carol A. Breckenridge et Dipesh Chakrabarty
- 2000 Cosmopolitanisms. *Public Culture* 12(3): 577-589.
- Prendergast, John
- 1997 *Crisis Response : Humanitarian Band-Aids in Sudan and Somalia*. London : Pluto Press.
- Rieff, David
- 2004 [2002] *L'humanitaire en crise*. Paris : Le Serpent à plume
- Rufin, Jean-Christophe
- 1999a Pour l'humanitaire. Dépasser le sentiment d'échec. *Le Débat* 105 : 4-21.
- 1999b Les humanitaires et la guerre du Kosovo. *Le Débat* 106 : 3-26.
- Suhrke, Astri et Douglas Klusmeyer
- 2004 Between Principles and Politics : Lessons from Iraq for Humanitarian Action. *Journal of Refugee Studies* 17(3) : 273-285.
- Todorova, Maria
- 1997 *Imagining the Balkans*. Oxford : Oxford University Press.
- Vaulerin, Arnaud
- 2005 Chaos constitutionnel en Bosnie. Chargé d'appliquer les accords de Dayton, Paddy Ashdown veut renforcer l'Etat central. *Libération*, samedi 5 et dimanche 6 février : 11.
- Zahar, Marie-Joëlle
- 2003 The Limits of Powersharing in Post-Civil War Settings. Paper presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Philadelphia, August 28-31.
- Zolo, Danilo
- 1995 *Cosmopolis*. Milan : Feltrinelli.
- 1998 I signori della pace. Una critica del globalismo giuridico. Rome : Carocci.
- 2000 Chi dice umanità. Guerra, diritto e ordine globale. Turin : Einaudi.
- 2003 Fondamentalismo humanitario. *Dans* Una ragionevole apologia dei diritti umani. Michael Ignatieff, dir. Pp. 230-240. Milan : Feltrinelli.
- 2004 Globalizzazione. Una mappa dei problema. Bari : Laterza.